



Liminaire FSU – CSA-SD 4 septembre 2025

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de ce CSA SD

Nous souhaitons une très bonne reprise à toutes et tous.

Tout d'abord, nous voulons rendre hommage en ouverture du CSA SD à notre collègue Caroline Grandjean décédée le jour de la rentrée scolaire. Le harcèlement qu'elle a subi de la part d'un corbeau sur fond d'homophobie et l'absence de soutien de sa hiérarchie l'ont poussé vers le suicide. Nous appelons de nos vœux que la Ministre prenne enfin conscience que le soutien de la hiérarchie est essentiel et que la dégradation des conditions de travail n'est pas qu'une formule creuse, lancée comme un slogan. Elle se doit de protéger ses personnels, "quoi qu'il en coûte".

Si l'été a permis aux collègues de se reposer pour revenir motivé.es à remplir leur mission de service public, l'inquiétude quant à leur avenir n'a jamais cessé de les poursuivre.

Après les annonces tonitruantes du Premier Ministre au début de l'été, la sidération a été profonde, sidération qui a laissé place un sentiment de colère qui n'est pas retombé, bien au contraire.

Comment accepter, que notre gouvernement choisisse de tirer à boulet rouge sur notre modèle social, principal levier de solidarité, sacrifié sur l'autel de choix budgétaires dangereux pour la cohésion sociale? Comment accepter que les familles de nos élèves soient toujours plus nombreuses à vivre des situations financières dramatiques et qu'elles soient encore une fois celles qui vont subir de plein fouet ces mesures d'austérité injustes voire antisociales?

Comment accepter le refus de notre ministère d'entendre les revendications légitimes des collègues alors que la situation de l'école publique n'a jamais été aussi fragile?

Et pourtant la FSU le rappelle ce sont les personnels qui tiennent l'École publique laïque à bout de bras par leur attachement au service public d'Éducation. Car elles et ils partagent l'ambition d'accueillir l'ensemble des élèves, sans distinction, d'être ambitieux pour chacun.e et de les faire grandir et réussir ensemble.

En cette rentrée, il apparaît d'ores et déjà que les moyens de remplacement sont réquisitionnés pour absorber le manque d'enseignant.es devant les classes de notre département. Si nous avons acté positivement la création de postes de brigade et de ZIL, celle-ci est donc encore insuffisante. Pour atteindre un niveau d'équilibre, notre département aurait encore besoin d'une centaine d'etp supplémentaires. Par ailleurs, alors qu'ils sont un levier essentiel pour la réussite scolaire, nos effectifs d'élèves par classe restent encore et toujours désespérément supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Ainsi dans notre département, on ne parle plus de dédoublés à 12 mais plutôt à 16 dès le début de l'année ! Certaines classes à quadruple voire quintuple niveau débutent cette année à plus de 29...

La FSU souligne que, plutôt que de servir un objectif d'économie budgétaire, la baisse démographique doit bénéficier à l'école et aux élèves, pour atteindre des effectifs comparables à la moyenne européenne. Climat de la classe, attention portée aux élèves en difficulté, meilleure gestion des situations de conflit,

inclusion facilitée des élèves en situation de handicap... autant d'arguments qui permettent d'attester que d'avoir 20 élèves dans une classe est la clé de voûte de la transformation de l'école.

Alors qu'aucune mesure concrète d'amélioration des conditions de travail n'a été annoncée, l'abaissement du niveau de recrutement à la licence ne constitue pas un levier suffisant pour combler le manque le manque d'attractivité du métier d'enseignant.e. La question des salaires et du pouvoir d'achat reste essentielle. L'annonce d'une année blanche en 2026 signifie aussi qu'il n'y aura pas de mesures de revalorisation générales ou catégorielles dans les ministères. L'absence de mesures de rattrapage, de perspectives de carrière et de revalorisation vient renforcer le déclassé salarial, et donc l'attractivité de la profession.

A propos de salaire, la FSU souhaite que le dossier des recouvrements puisse avancer. En effet nous vous avons alerté l'année passée sur le souci des trop perçus, parfois de près de 2000 euros, que subissaient les collègues. Cela a continué cet été. Ces retraits sont effectués sans courrier préalable, sans échelonnement possible, parfois directement sur le salaire, parfois sur demande du trésor public : cela ne peut plus durer. Figurez-vous que le salaire de nos collègues ne leur permet pas de se défaire de 2000 euros dans un délai de deux mois comme l'imposait le trésor public à une collègue en plein été ! Si nous pouvons admettre que l'erreur est humaine, le double poids de ces mesures est particulièrement mal vécu par les collègues à qui l'on demande d'être administrativement irréprochable...

C'est dans ce contexte de mécontentement et de fatigue de la population, devant la brutalité des mesures budgétaires asphyxiantes annoncées, devant les coupes dans les services publics que la FSU appelle dans un premier temps à se saisir des mobilisations annoncées la semaine prochaine et, avec toute l'intersyndicale, appelle à une journée de grève massive le 18 septembre pour s'opposer au budget présenté par le gouvernement, à tout budget sous-tendu par les mêmes orientations austéritaires et injustes, et pour exiger d'autres choix pour les services publics, pour l'environnement, pour la justice sociale et pour une toute autre fiscalité.